L’Islande ou le vertige de la décroissance

15/08/2010 à 6h02

Confrontée pour la première fois au chômage, à des baisses importantes de salaires et à une dévaluation de la couronne de plus de 100 %, la population islandaise tente de garder la tête haute. Mais la colère gronde et le dossier Icesave empoisonne la vie politique et menace le redressement du pays.



Non loin de la petite maison crépie en blanc qui abrite les bureaux du Premier ministre, symbole d’un pays modeste et sans ostentation, se dresse le vaste chantier du futur hall de concerts et de conférences de Reykjavik, immense bloc de béton triste qui rappelle les rêves de grandeur de l’Islande avant la crise financière d’octobre 2008. Un projet architectural démesuré (23.000 mètres carrés) dessiné par les meilleurs architectes danois et islandais, qui devait s’inscrire dans une rénovation ambitieuse du port. Le chantier, trop avancé pour être arrêté, est doucement maintenu en vie, quand tout autour s’est figé : le mini-Manhattan imaginé par les « *Vikings* » de la finance se résume à quelques immeubles vides

ou inachevés.

> ***Depuis la faillite de 85 % de leur système bancaire et leur mise sous tutelle par le FMI, les Islandais, pourtant l'un des peuples les plus cultivés au monde, n'ont plus le coeur à rêver de concerts ou de sorties. Depuis un an, toute la population islandaise ne vit plus qu'au rythme d'un feuilleton : l'affaire Icesave, dont elle a le sentiment que dépendra sa survie.***

Aujourd'hui, ils sont dominés par une rage froide, contenue, où se mêlent l'incompréhension, l'humiliation, la méfiance et un sentiment de trahison. Entre abattement et sursaut d'orgueil, les citoyens se sont convertis par la force des choses à l'expertise financière. Depuis sept mois, Cilla Ragnarsdottir, historienne d'art, a ainsi consacré toutes ses forces à recueillir à l'aide de Facebook 67.000 signataires pour demander au président de ne pas enfermer son peuple dans une prison de dettes. Une pétition qui a amené le chef de l'Etat Olafur Grimsson à opposer son veto à la loi Icesave, votée par le Parlement, et à demander conformément à la Constitution la tenue d'un référendum sur cet accord de remboursement de dettes entre l'Islande, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas (lire encadré). Après avoir décortiqué le plan de redressement des finances publiques exigé par le FMI, Gunnar Armannsson, anesthésiste, a, lui, conclu à son irréalisme et envoyé différentes notes à Dominique Strauss-Kahn. Professeur de musique, Olafur Eliasson est à l'origine, avec son ami psychologue Ragnar Olafsson et d'autres, du mouvement citoyen In Defense of Iceland, qui milite pour le « *non* » à l'accord Icesave. Architecte – « *mais 95 % des architectes sont aujourd'hui au chômage* » -, Jon Thorisson travaille pour Eva Joly, conseillère du procureur spécial chargé de l'enquête judiciaire sur le crash bancaire. En février dernier, lorsque l'ancien gouvernement conservateur au pouvoir depuis quinze ans est tombé sous la pression de la rue, Birgitta Jonsdottir,

jeune « *activiste web* », est entrée au Parlement sous une liste Mouvement des citoyens, qui se veut l'émanation des manifestants. Même le célèbre écrivain Einar Mar Gudmundsson s'intéresse à présent au poids comparé de la dette islandaise et du fardeau haïtien, et participe au lancement d'Attac en Islande.

Une atteinte à l'honneur

Sur le port, le vendeur de hot dogs plaisante : « *Depuis la crise, on appelle les couronnes islandaises "domino's money".* » En moins de deux ans, la couronne islandaise s'est dévaluée de 115 %, entraînant une baisse de pouvoir d'achat de l'ordre de 20 % dans ce mini-pays (317.000 habitants) dont la vie dépend en grande partie des importations. Conséquence, la dette étrangère de ce pays où l'on empruntait autant en devises étrangères qu'en couronnes, s'est envolée à 310 % du PNB. « *Avec la faillite de son système bancaire, la quasi-disparition de la Bourse fondée à 80 % sur les valeurs bancaires et financières, l'effondrement de la couronne et la chute du marché immobilier (- 30 %), ce pays a vécu la destruction de richesse la plus brutale jamais enregistrée* », constate Franek Rozwadowki, en charge du programme du FMI en Islande. Le ministre des Affaires économiques, Gulfi Magnusson, l'évalue à plus de 55 milliards d'euros, soit plus de six fois le PNB. Dur pour une population habituée au plein-emploi et dont le PIB par habitant s'était hissé à la 5 e place mondiale.
Emigrer à tout prix

Le chômage a grimpé à 8 % de la population active, et devrait atteindre 10 % cette année. Un taux en apparence supportable, mais pas dans cette petite nation de pêcheurs, fière d'avoir bâti par un travail acharné un système social à la scandinave. « *L'honneur d'un Islandais, c'est son travail. Dès quatorze ans, les jeunes se trouvaient des petits boulots, les semaines de soixante heures étaient normales, c'est un coup terrible pour l'estime de soi* », explique Vilhjalmur Bjarnasson,

professeur d'économie et président de l'association des petits épargnants, qui s'inquiète pour les retraités, dont les fonds de pension ont subi une perte de 20 %. Toutefois, les personnes les plus affectées par la crise ne sont pas les plus âgées, mais les jeunes adultes, qui se sont endettés pour acheter leur maison. Leurs emprunts, indexés sur l'inflation, se sont envolés (+ 25 % en trois ans), alors que les valeurs sur un marché complètement gelé ont chuté (- 30 % depuis 2008). Un cinquième de la population est ainsi au seuil du surendettement, avec des échéances supérieures à 40 % des revenus disponibles. Jusqu'à la fin du mois, le gouvernement a exigé un gel des expulsions et demandé aux banques de renégocier des prêts. « *Personne ne sera laissé à la rue* », promet-on au ministère des Affaires sociales, mais dans un pays dépourvu d'un marché de location (83 % des Islandais sont propriétaires) et où on empruntait allègrement jusqu'à 100 % de la valeur du bien, l'angoisse pointe. « *Que faire ? De 13 millions de couronnes, mon emprunt atteint à présent 18 millions, soit plus que la valeur de ma maison, j'aimerais partir, mais je suis coincée !* », explique Anna, traductrice.

Partir, émigrer, c'est devenu l'obsession des Islandais. Il y a ceux qui en rêvent mais ne le peuvent. Ceux qui pourraient mais veulent se battre pour leur pays. Et ceux qui l'ont fait. Pour la première fois de son histoire, l'Islande a enregistré une baisse de sa population. Selon les statistiques officielles, l'émigration nette a concerné 4.800 personnes en 2009 (10.600 départs, 5.800 arrivées). Les docteurs vont s'établir en Norvège, les enfants partis étudier à l'étranger ne reviendront pas, la moitié des jeunes souhaitent quitter le pays, telle est la complainte de la population, qui craint une fuite des cerveaux et un retour aux anciens temps, celui d'une nation repliée sur soi, qui végéterait grâce à la pêche et au tourisme.

Se débattre avec le chômage, les rééchelonnements de dettes, les hausses d'impôts et une baisse importante des salaires (de

– 10 à – 25 %), tout cela, les Islandais, conscients d'avoir vécu une bulle financière effrénée et suspecte, sont prêts à le supporter. La solidarité s'organise : les organismes de charité servent quelque 10.000 repas par jour. Les habitants délaissent leur voiture pour les bus. Fini les achats de plats congelés, les pizzas et les restaurants, on réapprend les anciennes recettes islandaises. On organise des soirées tricot (les ventes de pelotes de laine ont bondi) et les Islandais, grands voyageurs, redécouvrent la beauté de leurs geysers et de leurs volcans. L'aéroport a enregistré une chute de 40 % des départs nationaux. Rien a priori de tragique : le niveau de vie n'a encore baissé que du cran « *norvégien* » au rang « *français* » et dans les rues, les 4 4, la voiture favorite, roulent toujours.

12.000 euros par habitant

D'accord pour se serrer la ceinture, mais à une condition, qu'on leur laisse l'espoir. C'est pourquoi l'affaire Icesave, qui les oblige à rembourser 3,9 milliards d'euros à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas pour solder la faillite de cette banque en ligne privée islandaise, les rend fous. Et pour cause, elle fait planer la menace d'un remboursement équivalent à 12.000 euros par habitant. « *Je gagne 200.000 couronnes par mois et je devrais verser pendant huit ans le quart de mon salaire pour Icesave, c'est absurde* », explique Olafur Eliasson d'In Defense. 3,9 milliards d'euros, c'est l'équivalent de 50 % du PNB, sans compter les intérêts annuels fixés à 5,5 %, dont le paiement représente la moitié des dépenses de santé annuelles du pays ! Depuis la débâcle, le dossier Icesave tient en otage la vie politique du pays. « *Nous souhaitons rembourser, mais dans des conditions qui ne condamnent pas pour des générations le redressement de notre économie* », insiste le mouvement In Defense. Si le référendum a lieu comme prévu le 6 mars, son issue est sans suspense : les Islandais voteront « *non* ». Affolé, le gouvernement tente actuellement de renégocier auprès des Britanniques et des Néerlandais un accord de remboursement moins léonin, afin

d’éviter la crise politique et financière qui s’ouvrira après le scrutin. Mais le mal est fait : la population islandaise, qui a le sentiment qu’on veut la mettre à genoux pour des défauts de régulation du système bancaire, n’a plus aucune confiance dans ses institutions et réclame des têtes. « *Rendez-vous compte, l’ancien propriétaire d’Icesave, le milliardaire Björgolfur Thor, résidant à Londres, était invité en janvier dernier à Davos* », fulmine Gunnar Armannsson. L’ancien directeur de la banque centrale, le très libéral David Oddsson, qui a privatisé le système bancaire dans les années 1990 lorsqu’il était Premier ministre, est désormais à la tête du quotidien « *Morgungbladid* » : « *Comme si Nixon devenait rédacteur en chef du “Washington Post” après le Watergate* », ironise un membre d’In Defense. L’Islande est une Sicile sans armes, entend-on de plus en plus. Par trois fois, la publication d’un rapport d’enquête sur la crise a été repoussé. Trop explosif : alors qu’une trentaine de « *tycoons* » ont organisé la «*bulle*», les rumeurs sur des manipulations des cours, des collusions avec le pouvoir et le blanchiment d’argent vont bon train. Le président du comité d’enquête a prévenu ses concitoyens que les révélations du rapport seront douloureuses. Mais ces derniers veulent crever l’abcès. Pour pouvoir tourner la page.

Les Échos